



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 17 juillet 2023

## ❖ Régional

Les IDE à destination de l'Afrique de l'Est en hausse de 3,3 % en 2022

Malgré une conjoncture économique internationale morose, imputable notamment à l'éclatement de la guerre en Ukraine et aux fortes pressions inflationnistes dans les économies développées, les économies d'AEOI sont parvenues à conforter leur attractivité auprès des investisseurs étrangers l'année passée. En témoigne le flux d'IDEs entrants brut qui est passé de 8,8 Mds USD en 2021 à 9,1 Mds USD en 2022. Une hausse au niveau régionale portée par l'Ouganda (+ 38,7 % ; + 426 MUSD), et plus particulièrement le développement en cours du champ pétrolifère du lac Albert et la construction d'un oléoduc de 1 440 kilomètres, le Kenya (+ 63,9 % ; + 296,2 MUSD) et la Tanzanie (+7,6 % ; +78,6 MUSD). A l'inverse, certains pays comme l'Éthiopie (-13,8 % ; - 589,4 MUSD) ont observé une diminution de leur attractivité.

## ❖ Burundi

Le conseil d'administration du FMI approuve un accord de 271 MUSD sur 38 mois

Dans la mesure où le Burundi est confronté à de nombreuses problématiques telles qu'un déficit croissant du compte courant, une faible couverture des réserves de change, les retombées de la guerre en Ukraine, ou encore les chocs climatiques intérieurs, le conseil d'administration du FMI a approuvé un accord de 38 mois, dans le cadre de l'*Extended Credit Facility* (ECF). Cet accord porte sur un montant de 271 MUSD avec un décaissement immédiat de 46,2 MUSD. Il permettra de soutenir le programme de réformes des autorités du Burundi visant à réduire les vulnérabilités liées à la dette, recalibrer les politiques de change et monétaire et renforcer la gouvernance et la mise en œuvre d'une croissance économique inclusive.

## ❖ Comores

*Pas de brève cette semaine*

## Djibouti

### Financement de 155 MUSD pour les infrastructures de la zone franche de Damerjog

L'Afreximbank a annoncé son premier accord de financement avec Djibouti dans le cadre d'un prêt de 120 MUSD destiné à la holding publique GHIH, qui détient les principaux actifs portuaires du pays. Complété d'un financement de 35 MUSD de la banque commerciale BCIMR (groupe BRED-Etat djiboutien), ce prêt se destine à une série de projets liés à la zone franche industrielle du port de Damerjog, au Sud du pays. Il bénéficiera principalement à la construction d'une jetée pétrolière et d'un dépôt pétrolier d'une capacité de 150 000 m<sup>3</sup>, qui fournira une alternative au dépôt actuel d'Horizon (port de Doraleh). L'accord viserait plus globalement à renforcer le rôle de Djibouti comme plateforme logistique et de transbordement. Le financement ira notamment aux activités du contractant marocain Somagec, attributaire du marché en 2021 et déjà actif à Damerjog. Cette entreprise de construction prend part au programme Intra-African Trade Champion de l'Afreximbank, qui vise à encourager les opérations transfrontalières de compagnies africaines sur le continent.

## Erythrée

*Pas de brève cette semaine*

## Ethiopie

### L'Ethiopie et l'Egypte se donnent 4 mois pour trouver un accord sur le GERD

Dans un communiqué conjoint, le Président égyptien Al-Sissi et le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed ont annoncé avoir repris les discussions à l'occasion de la visite d'Etat du Premier ministre éthiopien au Caire le jeudi 13 juillet. Le *Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD)* a été un point de discussion central de leur rencontre. Ils se seraient mis d'accord pour (i) initier des négociations afin de finaliser l'accord entre l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan sur le remplissage du GERD et les règles entourant son opération en 4 mois ; (ii) durant ces négociations, l'Ethiopie s'est engagée, au cours de l'année hydrologique 2023-24, à assurer un remplissage du barrage qui ne cause pas de dommages significatifs à l'Egypte et au Soudan, de manière à répondre aux besoins en eau des deux pays. Sur le projet, le génie civil serait à ce jour à 90 % finalisé : le barrage atteint 620 m sur un objectif de 640 m, alors que la 4<sup>ème</sup> phase de remplissage a commencé début juillet.

### Renforcement des capacités de production de BGI/Castel en vue

L'entreprise BGI, filiale du groupe français Castel, a annoncé la vente de la totalité de son site à Addis-Abeba (locaux du siège social ainsi que bâtiments de l'usine rattachés au siège) pour financer l'agrandissement de sa brasserie, *Meta Abo Breweries* (rachetée en 2022 au britannique Diageo) ainsi que l'acquisition d'un nouveau site à Meta pour repositionner, en partie, l'usine d'Addis-Abeba. BGI Ethiopia, producteur de bière *St George*, *Castel* et de la boisson *Sen'q*, est le plus grand brasseur du pays avec une capacité totale de

production de plus de 4 M d'hectolitres de bière par an. Le renforcement du site à Meta fait partie de la stratégie de la filiale pour doubler ses activités d'ici à 2027. Sur l'année fiscale 2019/2020, l'entreprise BGI était le 6<sup>ème</sup> contributeur aux recettes fiscales du pays (3<sup>ème</sup> contributeur en excluant les entreprises publiques éthiopiennes).

### Annulation de la seule licence multimodale privée attribuée

Le gouvernement, à travers l'Autorité maritime (EMA), réalise un pas en arrière dans le processus d'ouverture du secteur logistique en annulant la seule licence privée attribuée au terme d'un processus d'appel d'offres conclu en avril dernier. C'est la compagnie éthiopienne Tikur Abay qui se voit retirer ce bénéfice, l'EMA ayant finalement jugé qu'elle échouait à remplir certains critères « mineurs » d'éligibilité. L'EMA confirme par la même occasion l'échec des six autres entreprises ayant soumis une offre, dont AGL (ex-Bolloré Africa Logistics) et les opérateurs publics intéressés par une diversification logistique que sont *Ethiopian Railway Corporation* (compagnie ferroviaire) et *Ethio-Djibouti Railways* (opérateur du rail Addis-Djibouti). L'EMA s'apprêterait néanmoins à lancer un nouvel appel d'offres, avec l'intention d'octroyer quatre licences qui s'ajouteraient à celle de l'opérateur public jusqu'ici monopolistique, ESLSE.

## Kenya

La SFI investit 20,9 MUSD dans le projet des logements abordables au Kenya

La Société financière internationale s'est engagée à investir dans le développement et l'acquisition d'environ 5 000 logements verts abordables. La subvention de la SFI se concentrera dans un premier temps sur la zone métropolitaine de Nairobi et, de manière sélective, sur d'autres comtés. Pour rappel, des logements abordables constituent un élément essentiel du programme de transformation économique du président, concrétisé par la loi de finances 2023 qui oblige l'employé et l'employeur à verser une contribution de 1,5 % sur le salaire brut de l'employé. Outre la construction de logements abordables et d'infrastructures sociales physiques associées, le projet devrait également permettre aux Kenyans de bénéficier d'un financement de logement.

### Le Kenya devrait partager ses données fiscales avec d'autres pays à partir de l'année prochaine

À partir de l'année prochaine, le Kenya commencera à échanger automatiquement des informations sur les contribuables avec au moins 110 pays, marquant ainsi une avancée dans la lutte contre l'évasion fiscale transfrontalière et le blanchiment d'argent. Selon la Banque africaine de développement (BAD), le Kenya s'est engagé à procéder au premier échange d'informations sur les contribuables d'ici la fin de l'année prochaine, aux côtés du Rwanda et de l'Ouganda en Afrique de l'Est. Cette initiative est également considérée comme un moyen d'améliorer la collecte des impôts par les autorités. L'échange automatisé d'informations fait partie du *Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purposes*, qui a débuté il y a six ans.



## Le FMI a achevé la cinquième revue des accords conclus au titre de l'EFF/ECF

Ce lundi 17 juillet, le conseil d'administration du FMI a terminé la cinquième revue des accords conclus avec le Kenya dans le cadre de l'*Extended Fund Facility (EFF)* et de l'*Extended Credit Facility (ECF)*. A la suite de cette revue, une prolongation de l'accord *EFF/ECF* de 38 à 48 mois a été octroyée aux autorités Kenyanes afin de leur laisser suffisamment de temps pour mettre en œuvre le programme de réformes attendu. De plus, en soutien à la balance des paiements, une augmentation des fonds alloués à hauteur de 75 % du quota (407,1 MDTs) a été accordée. Cette décision du conseil d'administration autorise un décaissement immédiat de 306,7 MDTs (environ 415 MUSD) portant à 1,51 Mds DTS (environ 2,04 Mds USD) le total des décaissements dans le cadre de ces accords.

## Le FMI a approuvé la demande kenyane pour un accord dans le cadre du RSF

Afin de soutenir les ambitieux efforts du Kenya pour renforcer la résilience au changement climatique du pays, le conseil d'administration du FMI a accepté la demande kenyane pour la mise en place d'un accord au titre du *Resilience and Sustainability Facility (RSF)*. Ce dernier portera sur un montant de 407,1 MDTs (75 % du quota), soit 551,4 MUSD, et sa durée coïncidera avec la période restant à couvrir, après prolongation, dans le cadre des accords *EFF / ECF*. Il est attendu que le programme soutenu par le *RSF* intègre davantage les considérations climatiques

dans les politiques macro-économiques en adoptant une gestion verte des finances publiques, des réformes de gestion des investissements publics tournés vers le climat et en introduisant des mesures de réduction des gaz à effet de serre.

## Madagascar

### Prêt de 10 MEUR de la BEI à WeLight, en faveur de l'électrification rurale

La Banque européenne d'investissement (BEI) a annoncé le 17 juillet l'octroi d'un prêt de 10 MEUR à *WeLight Madagascar* pour l'élaboration et la construction de mini-réseaux solaires dans 120 villages actuellement non raccordés au réseau de la Jirama. Les 120 villages, répartis dans 17 régions, ont été recensés en collaboration avec le ministère malgache de l'énergie et l'Agence pour le développement de l'électrification rurale (ADER). Le projet fournira à plus de 45 000 ménages et entreprises un premier accès à de l'énergie durable, abordable et productive. Il bénéficiera également aux écoles, aux centres de santé et aux espaces publics, pour un renforcement de l'économie locale et une amélioration de la santé, de la sécurité et de l'éducation. *WeLight* est une filiale du groupe malgache Axian et de la société française Sagemcom.

### Prêt de 20 MEUR de la BEI à Sahanala, en faveur des populations rurales

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) et Sahanala, une entreprise sociale qui travaille dans l'agriculture et la pêche, ont signé le 18 juillet un accord de financement de 20 MEUR, qui s'inscrit dans un investissement global de 40 MEUR. Le prêt soutient deux projets : i) celui à

Maintirano encourage la mécanisation de l'agriculture en parallèle avec les pratiques traditionnelles et ii) celui à Vohémar cherche à garantir la pêche responsable et l'implantation d'une usine de surgélation moderne dotée d'équipements de réfrigération. Le projet vise à accroître la production alimentaire durable destinée au marché intérieur. L'initiative permettra de réduire la dépendance à l'égard des importations de maïs et de riz pour répondre à la demande locale. L'objectif est de contribuer à la sécurité alimentaire de Madagascar et d'améliorer les moyens de subsistance dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche durables.

## ❖ Maurice

*Pas de brève cette semaine*

## ❖ Ouganda

*Pas de brève cette semaine*

## ❖ Rwanda

*Pas de brève cette semaine*

## ❖ Seychelles

*Pas de brève cette semaine*

## ❖ Somalie

Mohammed Abdullahi nommé pour un second mandat en tant que gouverneur de la banque centrale

Le gouvernement somalien a nommé Mohammed Abdullahi pour un second

mandat de 4 ans en tant que gouverneur de la banque centrale de Somalie. Mohammed a été nommé gouverneur en 2019 après avoir passé deux ans en tant que conseiller économique principal auprès du premier ministre. La Somalie a connu d'importants développements financiers sous la direction d'Abdullahi, notamment le lancement du *National Quick Response (QR) Code Standard* pour moderniser les systèmes de paiement nationaux. Le pays s'est réintégré également au système mondial de paiement après une interruption de 32 ans, la banque centrale ayant imposé l'utilisation des numéros de comptes bancaires internationaux (IBAN) aux prêteurs commerciaux en mars 2023.

## ❖ Soudan

Principales conclusions de la réunion au Caire des pays limitrophes

Le Caire a accueilli le 12 juillet une réunion des dirigeants des six pays limitrophes du Soudan, à l'exception de la Libye, afin d'adopter une position commune vis-à-vis de la crise au Soudan. Parmi les points les plus importants du communiqué final figurent la création d'un mécanisme ministériel pour chercher à parvenir à une trêve et le rejet de toute intervention étrangère dans le conflit. Le communiqué a appelé également à la facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire et au lancement d'un dialogue global entre les différentes forces soudanaises. La première réunion du mécanisme ministériel se tiendra au Tchad. Par ailleurs, l'armée soudanaise et les RSF ont annoncé le 16 juillet leur accord pour reprendre les pourparlers à Djeddah sous l'égide des Etats-Unis et l'Arabie Saoudite.

## Cotation du SDG par rapport au dollar.

Depuis quelques jours, la Banque de Khartoum, la seule banque assurant des services bancaires en dehors des zones de conflit, publie chaque jour le taux de change sur son compte *twitter*. Ce taux est resté relativement stable autour de 568 SDG/USD, qui était globalement le taux en vigueur avant le conflit. L'absence de liquidités, tant en SDG qu'en USD, peut expliquer en partie ce phénomène.

## Prolifération de marchés informels d'objets volés

Une des conséquences du conflit est l'apparition de marchés informels où sont vendus des objets volés par les membres des RSF et des bandes de malfaiteurs. Ces objets proviennent des pillages et vols effectués dans les maisons abandonnées par leurs habitants, les commerces et industries. Ces marchés appelés « *marchés Dagalo* », du nom de la famille du chef des RSF, Mohamad Hamdan Dagalo, sont situés dans les périphéries non seulement de Khartoum mais surtout des grandes villes de Darfour, Nyala, Al Gineina et Al Fasher. Dans ces marchés sont vendus, à des prix bas, tout type de produits. On y trouve notamment de l'alimentation, des pièces de rechange de voitures, des meubles et de l'électroménager, neufs et d'occasion.

## Soudan du Sud

*Pas de brève cette semaine*

## Tanzanie

La Tanzanie, premier pays africain à accueillir le sommet des chefs d'Etat africains sur le capital humain

Les 25 et 26 juillet 2023, la Tanzanie accueillera à Dar es Salam le sommet des chefs d'Etat africains sur le capital humain qui aura pour thème « accélérer la croissance économique de l'Afrique : stimuler la productivité des jeunes en améliorant l'apprentissage et les compétences ». Il s'agira du premier sommet sur le capital humain organisé sur le continent africain. La Tanzanie a été invitée à accueillir ce dernier par la Banque mondiale, qui finance l'évènement, car il s'agit d'un des pays africains où la croissance démographique est la plus importante et qui compte un grand nombre de jeunes. Avec 61,7 M d'habitants en 2022, la population tanzanienne a été multipliée par cinq depuis le recensement de 1967 et devrait doubler d'ici 2050. La finalité de ce sommet est de déboucher sur des engagements nationaux et des investissements urgents pour renforcer le capital humain, tout en veillant à la cohésion de l'action sur ce front. Lors du lancement du sommet le 19 mai dernier, la présidente Samia Suluhu Hassan a appelé ses homologues africains à accélérer les investissements dans le capital humain afin de poser les bases d'un continent productif et d'un avenir prospère.

La Tanzanie a entamé un processus de révision des réglementations sur les opérations de change



Afin de stimuler l'offre de devises, la Banque centrale tanzanienne (Bank of Tanzania, BoT) a entamé un processus de révision des réglementations sur les opérations de change datant de 2019. Selon le gouverneur de la BoT, Emmanuel Tutuba, la Banque centrale prévoit d'abaisser le capital requis pour les bureaux de change et d'autoriser certains hôtels touristiques à fournir des services de change à leurs clients. En juin 2023, 37 banques commerciales disposant d'un réseau de plus de 900 agences sur le territoire et huit bureaux de change agréés disposant de 36 agences dans le pays continuaient à offrir ces services. Ces modifications visent à attirer davantage d'investisseurs sur les marchés monétaires et à améliorer la prestation de services pour répondre à la demande croissante de devises dans le pays. Au 14 juillet 2023, le stock de réserves de change s'élevait à 5,55 Mds USD (contre 5,4 Mds USD en juillet 2022) et couvrait cinq mois d'importations, conformément à l'objectif national d'au moins quatre mois.



## CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

**Page pays :** [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

**Twitter :** [DG Trésor Kenya](#)

**Contact :** Jérôme BACONIN  
[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

**Page pays :** [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

**Twitter :** [DG Trésor Madagascar](#)  
**Contact :** Frédéric CHOBLET  
[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

**Page pays :** [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)  
**Contact :** Julien DEFRANCE  
[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

Ouganda, Soudan du Sud

**Page pays :** [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)  
**Contact :** Suzanne KOUKOU PRADA  
[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

Tanzanie

**Page pays :** [Tanzanie](#)  
**Contact :** Annie BIRO  
[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

Soudan

**Page pays :** [Soudan](#)  
**Contact :** Rafael SANTOS  
[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)